

## La rébellion des maires : «Nous ne sommes pas des élus irresponsables»

Hier, sur le boulevard



Les élus ruraux qui ont manifesté hier à Cahors ont souligné «le caractère historique de ce rassemblement».

La fusion entre les communautés de communes du Causse de Labastide-Murat et de Quercy-Bouriane, qualifiée de «mariage forcé», a mobilisé des élus. Pour eux «la démocratie est bafouée».

La manifestation très silencieuse mais massive (environ 250 personnes) d'élus ruraux de gauche, de droite et sans étiquettes, ceints de leur échappe tricolore et unis pour la défense de leur territoire respectif, hier à Cahors, a tout d'abord eu le don d'étonner les Cadurciens.

«Pourquoi y a-t-il autant d'élus silencieux, ça ressemble à une marche blanche. Que se passe-t-il ? Chirac est mort ?», s'interroge un couple.

Il est vrai que le cortège qui s'est étiré sur le boulevard Gambetta manquait cruellement de son et donc d'explications. Celles-ci ont été fournies

lors de la halte sur le parvis de la mairie, avant une ultime étape à la préfecture (*lire notre encadré*). Les élus ont pris la parole. Marie-Odile Delcamp tout d'abord, maire de Gourdon : «Nous constatons avec beaucoup d'inquiétude que, malgré une majorité de conseils municipaux qui se sont exprimés contre les fusions qui nous mobilisent, une dizaine de personnes, en s'abstenant, n'ont pas eu le courage de suivre l'avis des mairies et donc de respecter la démocratie locale. C'est un camouflet pour les conseils municipaux, car cela renvoie à une impression d'incompétence. Nous ne sommes pas des élus irresponsables», a-t-elle lancé. Brigitte Escapoulade, maire de Carluet, a ensuite transmis «le soutien du député Jean-Launay. Il défend l'identité du Causse-Central».

### «Un mariage imposé»

Enfin, Aurélien Pradié, maire de Labastide-Murat, a parlé au nom de tous les territoires ruraux du Lot. «Nous ne partageons pas tous les mêmes idées sur les sujets nationaux, mais lorsqu'il s'agit de défendre l'intérêt général local et l'identité de nos territoires nous savons nous rassembler. Je n'accepte pas que l'on nous traite d'élus conservateurs. Nous avons la volonté de faire évoluer nos territoires, mais dans le respect de la démocratie. Or quelques commissions voudraient marier la Bouriane et le Causse qui le refusent à plus de 60 %. Dans quel pays vivons-nous pour qu'un mariage refusé par les deux mariés soit imposé par une poignée de personnes en commission. Nous voulons la reprise du dialogue», exige-t-il.

Qui écrira le mot de la fin ?

---

## Le poids des voix des abstentionnistes

Au terme de la manif, hier, les élus ont demandé à la préfète de s'exprimer devant tout le monde. Demande rejetée. Seule une petite délégation de maires ruraux a été reçue. Bilan : «Nous sommes reconnaissants à l'égard de ceux qui ont pris du temps pour nous écouter : Gérard Miquel, Jean-Marc Vayssouze et la préfète. Concernant le sujet qui nous intéresse, la préfète a répété qu'elle appliquait la loi. Le sénateur Gérard Miquel a alors pris l'engagement de contacter lundi Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, pour réclamer une nouvelle convocation de la CDCI (Commission départementale de coopération intercommunale). Le maire de Cahors a indiqué qu'il n'y était pas hostile. Quant à la préfète, elle appliquera ce que le gouvernement lui demandera de faire. Dans le cas où la CDCI se réunirait une nouvelle fois, nous n'engagerons pas de procédures contentieuses à condition que les grands élus du Lot prennent leurs responsabilités et nous aident à convaincre la CDCI, en particulier les dix abstentionnistes qui, s'ils se sont abstenus, n'ont pas voté contre».

*Jean-Luc Garcia*

---

CAHORS VIE LOCALE

### A lire aussi

Contenus sponsorisés

Recommandé par